

# REPRISES DE DESORDRES ET TRAVAUX D'ADAPTATION A L'EHPAD LES VIGNES

1 rue de la Morteau

08 360 CHATEAU PORCIEN

## ARCHITECTE :

TDA  
9 rue de l'abattoir  
08 000 CHARLEVILLE MEZIERES



## BUREAU CONTROLE :

SOCOTEC CHARLEVILLE  
1 avenue Gustave GAILLY  
08 000 CHARLEVILLE MEZIERES  
Tél : 03 24 37 82 37



## COORDONATEUR SPS :

VERITAS 51  
54 rue René CASSIN  
51 430 BEZANNES  
Tél : 03.26.05.44.25



## BUREAU D'ETUDES ELECTRICITE :

BATELEC  
14 rue des Tournelles  
51 100 REIMS  
Tél : 09.54.05.42.81  
Mél : batelec.loppin@gmail.com



## BE FLUIDES :

DCEF  
2 impasse du ruisseau  
51 520 LA VEUVE  
Tél : 03.26.67.79.06



## ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

MIOT Christophe  
3 rue notre dame  
08 400 FALAISE  
Tél : 06.87.38.35.86  
Mél : miot.christophe@free.fr



## MAITRE D'OUVRAGE

EHPAD LES VIGNES  
1 rue de la Morteau  
08 360 CHATEAU PORCIEN

Lot n°06

## PEINTURES - REPRISES INTERIEURES

CCTP

Dossier	A 3110
Date	03/07/2025
Phase	DCE
Indice	

## Sommaire

<b>06.1 GENERALITES.....</b>	<b><u>3</u></b>
06.1.1 Étendue des travaux.....	3
06.1.2 Spécifications et prescriptions générales.....	3
06.1.3 Prescriptions concernant la mise en œuvre.....	7
06.1.4 Prescriptions concernant les produits et matériaux.....	9
06.1.5 Documents de référence contractuels.....	10
<b>06.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b><u>19</u></b>
06.2.1 INSTALLATION - PREPARATION.....	19
06.2.2 TRAVAUX SUR LE BATIMENT DUMOTTIEZ.....	20
06.2.3 TRAVAUX SUR LE BATIMENT RIMBAUD.....	20
06.2.4 TRAVAUX SUR LE BATIMENT ADMINISTRATIF.....	21
06.2.5 TRAVAUX SUR LE BATIMENT VERLAINE.....	21

## 06.1 **GENERALITES**

### 06.1.1 **Étendue des travaux**

#### 06.1.1.1 **Travaux à réaliser**

##### 06.1.1.1.1 **\* Description succincte des travaux :**

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des travaux nécessaires aux reprises et aux adaptations des locaux existants de l'EHPAD Les Vignes de CHATEAU PORCIEN signalées dans le cadre d'un diagnostic global de l'établissement afin de permettre la continuité de ses services

Les travaux principaux sont les suivants

- La préparation des supports à peindre ou recevant un revêtement mural
- La mise en peinture de pans de murs ou de plafonds suite aux divers travaux intérieurs
- Le remaniement et les raccords de faux plafonds suite aux travaux intérieurs des autres lots
- Le nettoyage de fin de chantier pour livraison des locaux
- Le maintien de l'état de propreté général du chantier

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

### 06.1.2 **Spécifications et prescriptions générales**

#### 06.1.2.1 **Contrôle et réception des matériaux sur chantier**

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies au chapitre « Documents de référence contractuels ».

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

#### 06.1.2.2 **Liaisons entre les corps d'état**

##### A. Préambule

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations

chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires

chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble

tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun se prévaloir ensuite, de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

##### B. Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent Lot devra :

remettre à l'entreprise de gros œuvre par l'intermédiaire du maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent Lot

remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par l'intermédiaire du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent Lot.

En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

#### 06.1.2.3 **Local ou locaux de stockage**

La mise à disposition du local ou des locaux nécessaire(s) au stockage des matériaux approvisionnés sur chantier et les opérations de séchage, de maintien en état de siccité et de chauffage si nécessaire de ce local ou de ces locaux fait partie des obligations du maître d'ouvrage.

En tout état de cause, les conditions de stockage des matériaux approvisionnés devront impérativement respecter les préconisations du fournisseur.

#### 06.1.2.4 **Assurances et garanties**

Pour les travaux de peinture, le ou les fabricant(s) et l'entrepreneur doivent engager leur responsabilité et accorder leur garantie au maître

d'ouvrage.

**A. Garantie du fabricant**

Les produits des fabricants sont couverts, dans le cadre de la Responsabilité Civile Fabricant, pour une Garantie produit couvrant les vices de fabrication qui pourraient affecter leur bonne tenue ou leur efficacité.

Dans ce cas, la garantie couvre le remplacement du produit et la prise en charge des frais occasionnés par ce remplacement.

**B. Garantie de l'entrepreneur**

La garantie de l'entrepreneur est régie par l'assurance construction (article 1792 du Code Civil). Cette loi lui impose :

une garantie de bon fonctionnement de deux ans à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant une fonction décorative : produits de façades de Classe D et produits et systèmes à fonction principale décorative

une garantie décennale à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant également une fonction technique : revêtements de façades de Classes I et T.

La mise en œuvre des revêtements techniques doit faire l'objet d'une déclaration de cette activité à l'assureur.

La mise en œuvre de revêtements dits de technique non courante (procédés hors DTU par exemple) nécessite la souscription de garanties complémentaires à la décennale de base de l'entrepreneur.

**C. Garantie contractuelle de bonne tenue**

Fabricant et entrepreneur peuvent prolonger conjointement la durée de garantie légale des gammes décoratives et des revêtements de façades de Classe D pour la porter à cinq ou dix ans dans le cadre d'un marché de travaux.

Cette garantie optionnelle est alors souscrite par l'entrepreneur auprès du fabricant lorsque le maître d'ouvrage l'exige.

Pour certains revêtements, cette prolongation de garantie peut se faire par la souscription d'un contrat d'entretien périodique.

**06.1.2.5 Prescriptions techniques**

**A. Généralités**

Il est rappelé que l'entrepreneur du présent Lot n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au maître d'œuvre, les manques de compatibilité, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

L'entrepreneur du présent Lot sera contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance des CCTP des autres corps d'état, et avoir ainsi une connaissance parfaite et complète des différents supports devant être peints, ainsi que toutes les conditions de prestations des autres corps d'état pouvant avoir une influence sur le prix et la qualité des travaux de peinture.

L'offre de l'entrepreneur devra comprendre tous les travaux de peinture ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer les locaux et les extérieurs entièrement finis dans les règles de l'art.

Dans le cadre de l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur du présent Lot aura implicitement à sa charge et sans ordre spécial ni supplément de prix, l'exécution de tous travaux préparatoires même non mentionnés au présent CCTP tels que nettoyages de taches éventuelles, isolation des traces de rouille le cas échéant, isolation des taches d'humidité accidentelles et localisées, etc.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge tous échafaudages et autres agrès nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

**B. Liste des produits**

L'entrepreneur soumettra avant le commencement des travaux au maître d'œuvre pour agrément, la liste des produits qu'il envisage d'utiliser.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser les produits qui ne correspondraient pas aux conditions et prescriptions du présent CCTP.

**C. Assistance du fabricant**

Quel que soit le contexte, la présence voire l'assistance du fabricant de peintures peut se révéler essentielle, en cours de chantier, pour une adaptation aux besoins réels des travaux.

Si l'entrepreneur n'effectue pas cette demande, le maître d'œuvre pourra l'exiger s'il le juge utile.

**D. Choix des produits**

Avant tout début de travaux, l'entrepreneur s'assurera que les différents produits prévus au présent CCTP conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des subjectiles dont il aura une parfaite connaissance, ainsi que des conditions climatiques ou autres particularités du chantier.

En ce qui concerne les couches d'impression et couches primaires, l'entrepreneur du présent Lot devra se mettre en rapport avec les entrepreneurs intéressés afin de s'assurer que les produits qu'il envisage d'appliquer répondent parfaitement compte tenu de la nature des couches d'impression et couches primaires appliquées.

L'entrepreneur fera le cas échéant et par écrit au maître d'œuvre les remarques et suggestions avec toutes justifications à l'appui.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent Lot sera toujours responsable du choix des produits qu'il entend mettre en œuvre, et notamment :

les produits pour impressions et couches primaires seront à déterminer par l'entrepreneur en fonction de la nature et de l'état des subjectiles d'une part, et de la nature du type des produits de finition d'autre part

les produits pour rebouchages et enduits devront être compatibles avec les couches d'impression ou couches primaires ainsi qu'avec les produits de finition. Les enduits devront être adaptés au type de finition lisse ou structurée

les produits pour couches intermédiaires et de finition devront être compatibles avec les produits des couches préparatoires et apprêts, et être de type voulu pour permettre d'obtenir l'aspect de finition demandé

autre : .....

Selon la nature et la qualité de surface des matériaux à revêtir, l'entrepreneur proposera un état de finition :

état de finition C : élémentaire

état de finition B : courante

état de finition A : soignée.

état de finition spécifique :

nature des travaux à réaliser : ,

état particulier d'aspect de finition :

L'entrepreneur devra également tenir compte dans le choix des produits, des atmosphères intérieures particulières rencontrées (humides, agressives, etc.) sur le chantier concerné.

**E. Choix des teintes**

Le choix des teintes appartient au maître d'œuvre.

Aucun supplément de prix ne pourra être demandé pour l'emploi de telle ou autre teinte, ainsi que pour l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même local, rechapissage ou autres, par dérogation aux spécifications du cahier des charges du NF DTU 59.1.

Le maître d'œuvre pourra demander l'emploi de couleurs vives, sans majoration de prix, dans la limite de 30 % de la surface totale.

Pour permettre le repérage ou la vigilance par le public, les visiteurs ou les occupants, y compris les personnes malvoyantes, il est nécessaire de réaliser un contraste de teintes dans l'environnement. Notamment en ce qui concerne :

le repérage de tout élément ou équipement, dispositif de commandes ou de service

l'orientation

la mise en évidence d'un danger imminent

la signalétique et la signalisation, verticales ou horizontales.

Pour garantir ce contraste visuel, celui-ci doit être d'au minimum 70 % entre la teinte du dispositif, de l'équipement ou du revêtement par rapport à son environnement immédiat.

F. Surfaces de référence

Les surfaces de référence, dont le nombre et la superficie seront déterminées par le maître d'œuvre, devront obligatoirement être traitées avec les produits et les procédés prescrits pour chaque système.

Il est exécuté autant de surfaces de référence qu'il y a de types de subjectiles et de systèmes de peinture.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander au fournisseur du ou des produits concernés, de suivre la réalisation de ces surfaces de référence.

G. Éprouvettes échantillons d'aspect

À l'origine des travaux, une éprouvette échantillon d'aspect du revêtement (brillant, texture, couleur) peut être exécutée par l'entrepreneur.

Le nombre des éprouvettes échantillons d'aspect à réaliser par l'entrepreneur sera défini par le maître d'œuvre.

En tout état de cause, l'entrepreneur devra présenter des éprouvettes jusqu'à obtention exacte des couleurs demandées

#### 06.1.2.6 **Protection de l'environnement - lutte contre la pollution**

L'entrepreneur sera tenu de prendre, dans la mesure du possible, les dispositions suivantes dans le cadre de la lutte contre la pollution et de la protection de l'environnement.

Pour les peintures de façades, les peintures généralement utilisées sont des peintures en phase aqueuse.

Il est donc demandé à l'entrepreneur d'utiliser dans toute la mesure du possible et sauf impossibilité technique, des peintures et des laques en phase aqueuse.

#### 06.1.2.7 **Prescriptions diverses**

A. Raccords

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le présent Lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de peinture afférents aux travaux des autres corps d'état.

B. Protection des ouvrages des autres corps d'état - Nettoyages

Le présent Lot devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection de tous les ouvrages qui pourraient être tachés ou attaqués par les peintures ou autres produits employés.

Il devra le cas échéant, après exécution de ses travaux, enlever toutes les tâches ou traces de peinture sur tous les ouvrages imparfaitement protégés. Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages, notamment les vitres qui ne devront pas être rayées.

Tous les articles de ferrage et quincaillerie mobiles devront être nettoyés et grattés dès finition des peintures, afin d'assurer leur fonctionnement normal.

Les plaques des appareillages électriques seront déposées et reposées après travaux de peinture, par le présent Lot.

C. Gestion des clés

#### 06.1.2.8 **Opérations de contrôle**

A. Échantillons

Les échantillons de produits dont l'emploi est envisagé seront déposés au bureau du maître d'œuvre au plus tard un mois avant l'exécution des travaux de peinture.

B. Prélèvements en cours de travaux

Si le maître d'œuvre le juge utile, il pourra faire effectuer pendant les travaux des prises d'échantillons qui subiront les analyses voulues, et les frais en résultant seront à la charge de l'entrepreneur si les résultats lui sont défavorables, et la charge du maître d'ouvrage dans le cas contraire.

Ces prélèvements se feront dans les conditions précisées au NF DTU 59.1.

C. Frais à la charge de l'entrepreneur

Par frais afférents à une opération de contrôle, il faut entendre tous ceux entraînés par les travaux, emploi de main d'œuvre, de matériaux pour prélèvements, les transports et manutentions nécessaires à cette opération, et le coût des analyses.

De plus, l'imputation des frais à l'entreprise n'affecte en rien les conséquences que les résultats défavorables peuvent entraîner par ailleurs.

#### 06.1.2.9 **Essais et vérifications**

Les essais et vérifications seront à effectuer selon le NF DTU 59.1.

La réception des travaux sera effectuée après l'achèvement des travaux de peinture et séchage parfait.

L'état de finition des surfaces réceptionnées sera conforme à celui prévu au CCTP., aux prescriptions du NF DTU 59.1 et à l'aspect présenté par les surfaces de référence exécutées.

De faibles écarts de couleur et de brillance sont acceptables et usuels dans les travaux de bâtiment.

En cas de désaccord sur la conformité des ouvrages, il sera procédé à la vérification des caractéristiques visées au NF DTU 59.1.

En cas de non-conformité, l'entrepreneur de peinture devra procéder à ses frais aux réfections nécessaires.

#### 06.1.2.10 **Réhabilitation - spécifications particulières relatives aux travaux de rénovation intérieure en locaux occupés**

Pour l'exécution des travaux de peinture et/ou de revêtements muraux collés en locaux occupés, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions particulières dans les conditions définies dans les « Clauses communes à tous les Lots » et dans celles du présent CCTP, et tenir compte des prescriptions suivantes.

A. Sécurité des occupants

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la sécurité des occupants et plus particulièrement celle des enfants, notamment en ce qui concerne les échelles et les petits échafaudages le cas échéant.

Aucun bidon ou pot de produit ne devra rester ouvert au sol à proximité des enfants.

B. Protection des existants

Dans les locaux dans lesquels sont exécutés les travaux, tous les ouvrages existants pouvant être tachés par la peinture ou la colle devront être protégés.

En particulier et si l'exécution des travaux le rend nécessaire, les revêtements de sol, les sols textiles ou moquettes ainsi que les parquets devront être complètement protégés en étant totalement recouverts dans les locaux touchés par les travaux.

Dans les locaux non touchés par les travaux mais utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des déchets, les revêtements de sols existants conservés devront être protégés.

L'entrepreneur sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet et des protections à mettre en place, etc.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur, de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les

conséquences.

#### C. Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier, au fur et à mesure, et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, et tous les locaux touchés par les travaux ou par le passage des ouvriers devront être nettoyés.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

En locaux occupés, les nettoyages devront être effectués :

immédiatement, après chaque intervention, dans un local

en fin de matinée, dans tous les locaux où des interventions ont eu lieu même si elles ne sont pas terminées, ainsi que dans les circulations

tous les soirs, tous les locaux dans lesquels une intervention a été effectuée ainsi que toutes les circulations et autres locaux salis seront parfaitement nettoyés.

Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment.

Les entrepreneurs prendront toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances, il emploiera à cet effet des aspirateurs de type industriel.

#### D. Mobiliers et équipements

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux, l'entrepreneur devra assurer la protection des mobiliers et des équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation si minime soit-elle des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

L'enlèvement et la remise en place ou le déplacement des mobiliers et équipements, nécessaires pour permettre l'exécution des travaux, seront effectués :

par les occupants

par l'entrepreneur.

#### E. Organisation des interventions en logements occupés

Après autorisation du maître d'ouvrage, l'entrepreneur fera son affaire de l'organisation de ses interventions en fonction des disponibilités des occupants. Il prendra contact directement avec les occupants à ce sujet.

Il remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, le calendrier détaillé envisagé pour ces interventions.

#### F. Programmation des interventions

L'entrepreneur devra programmer ses interventions en accord avec les occupants.

Il devra notamment :

? informer les occupants 48 heures à l'avance de la date et de l'heure de son intervention en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date

? respecter strictement les dates et les horaires définis.

#### G. Frais engendrés par les prescriptions du présent article

Il est bien ici stipulé que l'entrepreneur est contractuellement réputé avoir pris en compte lors de l'établissement de son offre, toutes les difficultés et sujétions de toute nature, pouvant être rencontrées dans le cadre d'une exécution en locaux occupés.

### 06.1.2.11 Conditions d'exécution des travaux

La mise en œuvre ne pourra débuter que lorsque les conditions suivantes seront réunies :

les enduits en plâtre ou de mortier devront être « sec à l'air »

les vitrages devront être posés

les locaux devront être mis à l'abri des intempéries

une réhumidification importante des locaux ne devra pas être à craindre

les canalisations d'eau chaude et d'eau froide incluses dans le plénum seront calorifugées

la fourchette d'humidité relative de l'air admissible pour la pose des matériaux devra être compatible avec la classe de ces matériaux.

### 06.1.2.12 Réception des travaux – tolérances de l'ouvrage posé

Ouvrage posé composé des éléments d'habillage et de l'ossature :

la tolérance de désaffleurement maximale entre deux éléments contigus présentant une surface lisse ne devra pas être supérieure à la valeur de 5/10<sup>e</sup> de millimètre pour des éléments chanfreinés, et à 3/10<sup>e</sup> de millimètre pour des éléments non chanfreinés

le bâillement entre ossature apparente et appuis apparents des panneaux doit être au plus égal à 1 millimètre

l'écart maximum doit être inférieur ou égal à 2,0 mm par mètre linéaire avec un maximum de 5,0 mm sur une longueur de 5,0 m, mesuré horizontalement à l'emplacement de la suspension et dans toutes les directions.

Éléments d'habillage :

alignement

mode de division à l'emplacement des poteaux, des luminaires, etc.

### 06.1.2.13 Locaux et humidité

La conception du plafond suspendu devra tenir compte des critères d'ambiance du local.

### 06.1.2.14 Lutte contre le risque de soulèvement du plafond

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour que le plafond résiste, sans soulèvement, à une mise en surpression éventuelle du local ou à une dépression du plénum.

En application de l'article AM4 du paragraphe 5 du Règlement de sécurité contre l'incendie, le plafond devra rester en place sous l'effet des variations de pression dues au fonctionnement du système de désenfumage mécanique.

#### 06.1.2.15 **Risque sismique**

La conception du plafond suspendu devra être étudiée de telle sorte que la stabilité du plafond suspendu reste assurée dans l'hypothèse d'un déplacement relatif du plafond suspendu par rapport au gros œuvre et que, dans l'éventualité de la chute d'un ou plusieurs éléments, celle-ci n'entraîne pas celle des éléments voisins.

Le dimensionnement devra être réalisé selon le NF DTU 58.1 et conforme à norme NF EN 1998-1/NA en fonction des caractéristiques de l'ouvrage et de l'établissement.

La conception devra tenir compte des dispositions parasismiques suivantes :

seuls les porteurs et des entretoises à semelle de 24 mm ou plus devront être utilisés,  
seules les entretoises à systèmes de verrouillage devront être utilisées.

#### 06.1.2.16 **Acoustique**

La conception du plafond suspendu devra être étudiée et répondre à la qualité acoustique du local réglementé. « La réglementation portant sur la performance finale de l'ouvrage, il est nécessaire de recomposer celle-ci à partir des performances intrinsèques des produits mesurés en laboratoire par l'intermédiaire des normes européennes NF EN 12354-1 à 6 « Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments ». »

La contribution du plafond devra être justifiée en utilisant des produits de performance d'indice d'absorption acoustique pondéré (aw) selon les normes d'essais NF EN ISO 354, NF EN ISO 11654 et NF EN 13964.

La conception du plafond suspendu devra être étudiée de telle sorte que le plafond participe à l'isolation acoustique entre locaux voisins, il faut considérer que l'isolement résultera de la combinaison de l'indice d'affaiblissement acoustique de la paroi séparant les deux locaux, des isollements latéraux des cloisons liées à cette paroi, de la façade, des planchers surélevés et de l'isolement latéral apporté par les plafonds suspendus. Ce dernier est appelé « isolement acoustique normalisé du plafond suspendu » ( $D_{n,c,w}(cctr)$  en dB) et il dépend :

du type de plafond retenu et de ses matériaux constitutifs

de la barrière d'isolation acoustique incorporée éventuellement au plafond

de la barrière d'isolation placée éventuellement au-dessus de la cloison séparatrice

de la hauteur du plénum.

La conception du plafond devra permettre de satisfaire par des choix de produits de performance justifiée en Isolation acoustique normalisée minimale  $D_{n,f}$ .

#### 06.1.3 **Prescriptions concernant la mise en œuvre**

##### 06.1.3.1 **Règles générales d'exécution**

A. Prescriptions générales relatives aux produits

Tous les produits à utiliser devront être adaptés aux conditions rencontrées et en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures, de l'exposition en atmosphère agressive, etc.

Les produits de marque seront uniquement utilisés suivant le mode d'emploi obligatoirement indiqué par le fabricant. Les travaux préparatoires devront être compatibles avec ces produits de marque.

Les couches d'impression devront être ajustées aux subjectiles en raison des différences d'absorption de ces derniers.

B. Prescriptions concernant les subjectiles

B.1 Prescriptions générales concernant les subjectiles

Les subjectiles devront répondre aux prescriptions du NF DTU 59.1.

En particulier, pour les subjectiles suivants :

en béton brut de décoffrages intérieurs et extérieurs et produits industriels en béton

à base de liants hydrauliques (enduits au mortier)

maçonneries en blocs et dalles de béton cellulaire sans enduit.

Les tolérances de planéité et aspect des parements devront répondre aux prescriptions du DTU susvisé.

B.2 Réception et reconnaissance des subjectiles

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur du présent Lot procédera à la reconnaissance des subjectiles, tant pour en tirer tous renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour vérifier leur état de conformité aux prescriptions du DTU.

Cette reconnaissance sera effectuée en présence du maître d'œuvre et du ou des entrepreneur(s) ayant réalisé les subjectiles.

Elle fera l'objet d'un P.V. de réception signé des présents.

Subjectiles non conformes

Dans le cas de subjectiles non conformes et ne répondant pas aux prescriptions du DTU, l'entrepreneur du présent Lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec toutes justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue d'obtenir des subjectiles conformes.

Le maître d'œuvre pourra alors être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés soit par l'entrepreneur ayant réalisé les supports concernés, soit par l'entrepreneur du présent Lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant réalisé le support non conforme.

Après exécution de ces travaux complémentaires une nouvelle réception aura lieu, dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Subjectiles parements béton apparent

En ce qui concerne les parements en béton apparent « parement soigné », le gros œuvre aura à sa charge la livraison de ces parements dans un état tel que le peintre, en réalisant les ouvrages préparatoires conforme au NF DTU 59.1 puisse livrer des ouvrages dans un parfait état de finition et conformes aux règles de l'art.

Ces parements feront l'objet d'une réception comme les autres subjectiles.

C. Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires devront rendre le subjectile apte à l'application des produits de finition.

Les travaux ne devront être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.

Avant application de toute couche, le subjectile devra être débarrassé des souillures, poussières, projections de plâtre ou de mortier, taches de graisse, etc.

Pour tous les subjectiles ayant reçu une couche primaire par les soins du fournisseur, le peintre devra procéder à une révision soignée de cette couche d'impression et il aura à sa charge l'exécution de tous les raccords nécessaires sur cette couche primaire.

Les travaux préparatoires comprennent notamment selon la nature du subjectile :

Pour ces travaux préparatoires, la qualité de la main d'œuvre constitue l'essentiel du résultat.

Il est ici formellement stipulé que les travaux préparatoires tels que grattage, brossage, époussetage, lavage, etc. devront impérativement être réalisés par une main d'œuvre qualifiée pour ce type de travaux.

Le maître d'œuvre refusera systématiquement toutes les peintures pour lesquelles les travaux préparatoires auront été mal exécutés.

Les ponçages devront être très soigneusement réalisés, et plus particulièrement sur les subjectiles en contreplaqué et autres panneaux

dérivés du bois.

L'entrepreneur aura toujours à réaliser tous les ponçages en une ou plusieurs fois, en fonction du type de finition exigé.

D. Travaux d'apprêt

D.1 Couches d'impression ou couches primaires

L'entrepreneur devra avant tout début de travaux, pour chaque type d'impression ou de couche primaire à réaliser sur les différents subjectiles, présenter au maître d'œuvre les différents produits qu'il envisage d'utiliser, avec toutes justifications à l'appui, notamment :

l'adaptation du produit au subjectile et à son état

la compatibilité du produit avec le subjectile

la compatibilité du produit avec les produits d'enduits et de peinture

l'acceptation du produit par le fabricant du système de peinture prévu sur cette impression ou couche primaire.

D.2 Rebouchages - Enduisage

Le choix des produits pour rebouchages, ratissages et enduits :

enduits gras

enduits maigres et mixtes

enduits diluables à l'eau, en poudre, en pâte ou pluricomposants

sera du ressort et de la responsabilité de l'entrepreneur, en fonction des différents critères, dont notamment :

nature et état du subjectile

type de produit employé pour l'impression ou la couche primaire

ambiance du local sèche ou humide, ou travaux extérieurs

compatibilité avec le système de peinture prévu

adapté au type de finition prévu

autre : .....

E. Travaux de finition

E.1 Couches de peinture

Les tons des différentes couches de peinture seront légèrement différents, sauf impossibilité technique, les tons étant pris à partir du subjectile du plus foncé au plus clair. La peinture de chaque couche devra être correctement croisée, sauf pour certaines peintures.

Avant application d'une nouvelle couche, toute révision sera faite, les gouttes et coulures grattées, toutes irrégularités effacées.

Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.

E.2 Peinture de finition

La qualité de la peinture de finition est primordiale car c'est à ce niveau que sera jugée la qualité des travaux de finition.

L'entrepreneur de peinture devra veiller à la qualité de sa main d'œuvre et au bon état de l'outillage que celle-ci utilise, faisant contrôler par un responsable de chantier chevronné les opérations de ponçage des enduits et de lissage des peintures de finition.

En tout état de cause, l'entrepreneur devra réaliser tous les travaux de finition de peinture et tous travaux accessoires pour obtenir l'état de finition prévu.

Après achèvement et séchage de la couche de finition :

le subjectile devra être totalement marqué

les arêtes et moulures devront être dégagées

le ton définitif devra être tout à fait régulier et conforme au ton de l'échantillon accepté par le maître d'œuvre

les reprises ne devront pas être visibles

l'application ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.

#### 06.1.3.2 **Prescriptions particulières relatives à certains subjectiles**

##### 06.1.3.2.1 Plafonds en béton

Les plafonds en béton apparent, coulés en place ou prédalles, seront livrés à l'entrepreneur du présent Lot, avec ragréages au mortier hydraulique.

Ces plafonds seront toujours à enduire sur la totalité de leur surface, sauf dans le cas de finition C.

Avant l'opération d'enduisage, le subjectile sera à traiter pour éliminer les résidus du produit de décoffrage.

Le choix du type d'enduit à mettre en œuvre est du ressort et de la responsabilité de l'entrepreneur, en fonction :

de l'état de surface du béton

de la nature et du type de finition de la peinture prévue

de l'ambiance hygrométrique ou particulière du local.

Les enduits renfermant du plâtre à l'état de semi-hydrate ne seront pas admis.

##### 06.1.3.2.2 Murs en béton intérieurs

Pour les murs devant recevoir une peinture, ce sont les mêmes prescriptions que pour les plafonds.

Pour ceux devant recevoir un papier peint ou un revêtement souple collé, un débullage et un enduit de ratissage seront suffisants.

##### 06.1.3.2.3 Traitement des carreaux de plâtre

Sur carreaux de plâtre, un enduisage des joints est insuffisant pour obtenir une finition peinture correcte.

L'entrepreneur devra sur les subjectiles en carreaux de plâtre, réaliser indépendamment des joints, un ratissage sur la totalité de la surface.

##### 06.1.3.2.4 Ouvrages en métal ferreux

Avant toute peinture, les oxydes se trouvant sur le métal, rouille et calamine doivent être éliminés.

Pour les ouvrages extérieurs et ceux situés en ambiance corrosive, ces deux acides devront être éliminés en totalité par projection d'abrasifs.

Ces travaux d'élimination de la rouille et de la calamine seront réalisés :

par l'entrepreneur de métallerie, en son atelier

par l'entreprise de peinture, dans l'atelier de métallerie ou sur le chantier dans un local clos prévu à cet usage.

Dans le cas d'exécution de ces travaux préparatoires par l'entreprise de métallerie, l'entrepreneur du présent Lot devra procéder à la réception de ces ouvrages. Il fera alors part par écrit au maître d'œuvre du résultat de cette réception.

Dans le cas de refus de réception par l'entrepreneur du présent Lot, le maître d'œuvre prendra toutes décisions utiles à ce sujet.

La couche primaire sera toujours appliquée par l'entrepreneur de peinture.

#### 06.1.3.3 **Réhabilitation - prescriptions concernant les travaux à réaliser sur peintures ou revêtements anciens**

Les prescriptions du présent article ne concernent que les travaux préparatoires sur anciennes peintures conservées.

Dans le cas où le subjectile ancien est mis à nu, les travaux préparatoires à réaliser sont ceux prévus au NF DTU 59.1 selon les différentes



natures de subjectiles.

A. Travaux préparatoires sur peintures anciennes à repeindre

L'entrepreneur devra déterminer, en fonction :

de l'état des anciens fonds : adhérents ou mal adhérents

de leur état de surface

de la nature de la peinture existante

de fissures ou microfissures existantes

de toutes autres particularités de ces anciens fonds

la nature et le type des différents travaux préparatoires à réaliser pour obtenir l'état de finition prescrit A, B ou C.

L'entrepreneur étant contractuellement réputé avoir procédé à la reconnaissance des anciens fonds avant l'établissement de son offre, tous les travaux préparatoires nécessaires pour obtenir les états de finition prescrits, sont réputés être compris dans les prix du marché.

B. Choix des produits

En complément aux spécifications du présent CCTP concernant le choix des produits, il est précisé que l'entrepreneur devra tenir compte lors du choix des produits, de la nature et du type de la peinture existante, pour éviter toute incompatibilité.

C. Mise en œuvre des toiles de verre de rattrapage

Les toiles de verre de rattrapage à coller sur les anciens murs, devront être mises en œuvre dans les conditions définies aux :

NF DTU 59.1 Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais ou épais pour les travaux préparatoires

DTU 59.4 Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux pour la pose de la toile de verre.

#### 06.1.3.4 **Fixation des suspentes**

La fixation des suspentes dépendra de la nature des supports et de la charge appliquée.

Elle devra respecter les exigences de la norme NF EN 13964.

#### 06.1.3.5 **Fixation des plafonds suspendus**

Le nombre de fixations, leur section et leur espacement sont fonction de la charge à porter. Leur répartition doit être telle qu'une attache défectueuse ne puisse entraîner la chute de l'ossature recevant les éléments d'habillage.

La mise en œuvre sera exécutée conformément au NF DTU 58.1.

Éléments de suspension :

ossature unique suspendue aux structures porteuses,

ossature secondaire solidaire d'une ossature primaire qui est suspendue aux structures porteuses,

ossature appropriée au plafond suspendu.

Ossatures des éléments d'habillage :

Pour les plafonds suspendus sur ossature non apparente, il pourra s'avérer nécessaire que les panneaux soient interrompus à l'aplomb de la ligne de joint de dilatation, et l'espace vide ainsi créé, devra être revêtu d'un couvre-joint fixé sur un des côtés seulement.

Les faux-plafonds seront arrêtés par :

un profil de rive sous forme de coulisse,

un profil de rive sous forme de cornière,

type de profil de rive approprié au type de plafond suspendu.

#### 06.1.3.6 **Prescriptions complémentaires relatifs aux travaux de rénovation/ réhabilitation**

Le titulaire devra prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection et la sauvegarde des existants, y compris les circulations et restituer les locaux empruntés dans l'état dans lequel il les a trouvés.

Des mesures complémentaires pourront être exigées par le maître d'œuvre si celles mis en place par l'entrepreneur lui semble insuffisantes.

Les travaux seront réalisés en locaux occupés, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions utiles pour préserver la sécurité des occupants et minimiser les gênes occasionnés.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, les déchets évacués au minimum ... et les nettoyages effectués après chaque intervention / en fin de matinée / tous les soirs.

En cas de non-respect des points ci-dessus, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, après constat.

#### 06.1.4 **Prescriptions concernant les produits et matériaux**

##### 06.1.4.1 **Règlement européen produits de construction - marquage CE**

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

les normes harmonisées

les documents d'évaluation européens (ceux-ci permettent d'établir les Evaluations Techniques Européennes (ETE ou, en anglais, ETTE).

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. En marquant CE un produit de construction, le fabricant s'engage sur la performance de ce produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable pour l'utilisation faite du produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une

commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables  
le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables  
le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »  
En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entreprise qui la met en œuvre lui-même sur site.  
Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site [www.rpcnet.fr](http://www.rpcnet.fr).

#### 06.1.4.2 Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux du présent Lot devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

A. Classification des produits de peinture

Ces produits sont classés suivant la norme NF T36-005 et ils doivent répondre aux normes énumérées au NF DTU 59.1.

B. Produits de marque

Les produits de marque devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine, et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés.

Dans tous les cas où une peinture est définie ci-après par une marque nommément désignée, l'entrepreneur aura la faculté de proposer au maître d'œuvre une peinture d'une autre marque en apportant la preuve que cette peinture est équivalente en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, opacité, possibilité de lessivage. L'acceptation par le maître d'œuvre des peintures proposées par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

#### 06.1.4.3 Éléments de suspension

Les éléments de suspension devront être métalliques, rigides, réglables, protégés de la corrosion et répondre aux exigences de la norme NF EN 13964.

#### 06.1.4.4 Ossatures

L'ossature constituée de profilés métalliques devra être protégée contre la corrosion et répondre aux exigences de la norme NF EN 13964.

Le choix de la classe de déformation et l'espacement des porteurs devra tenir compte du type et de la masse des éléments d'habillage ainsi que de celle des accessoires éventuels.

##### 06.1.4.4.1 Ossature apparente

L'ossature sera constituée de profilés métalliques.

Les profilés porteurs comporteront des emplacements modulés pour recevoir les entretoises fixées à la structure porteuse.

Les entretoises seront placées perpendiculairement aux porteurs ou à d'autres entretoises et disposeront à chaque extrémité d'un système pour maintenir les porteurs à l'écartement déterminé.

Le faux-plafond sera muni de profilés de rive.

Les éléments d'habillage seront maintenus par des cavaliers, clips, épingles, système anti-soulèvement adaptés selon que le faux-plafond est démontable ou pas.

#### 06.1.4.5 Prescriptions environnementales concernant les produits et équipements

##### 06.1.4.5.1 Évaluation de la circularité des produits et équipements

Les produits, équipements ou matériaux de construction mis en œuvre devront être caractérisés selon quatre indicateurs de circularité :

taux de matière recyclée et de matière renouvelable : évaluation de la quantité de matières recyclées et renouvelables dans le produit

démontabilité : capacité d'un produit à être démonté sans endommagement afin de faciliter son réemploi ou son recyclage

réemployabilité : capacité d'un produit à être utilisé de nouveau à l'issue d'une première vie pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu

recyclabilité : capacité d'un produit à intégrer une filière de recyclage en fin de vie afin d'être effectivement recyclé.

Les produits, équipements ou matériaux évalués seront qualifiés et leurs performances seront caractérisées pour chacun des quatre indicateurs.

L'évaluation environnementale Ecoscale permet, par exemple, de répondre à cette prescription d'évaluation de la circularité des produits, équipements et matériaux de la construction.

#### 06.1.5 Documents de référence contractuels

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références applicables au moment de la mise en œuvre des ouvrages, notamment :

- les DTU et NF-DTU
- les normes
- les Eurocodes
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques
- les cahiers du CSTB
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen
- les fiches d'application et solutions techniques
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P
- les recommandations professionnelles RAGE et les guides RAGE/PACTE
- Toute autre réglementations applicables aux ouvrages réalisés et à la classification des travaux effectués

Un inventaire détaillé des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage est dressé de manière non exhaustive dans les chapitres suivants

**06.1.5.1 Dtu et normes dtu****06.1.5.1.1 Dtu et normes dtu sur les peintures**

NF DTU 42.1 (P84-404) : Réfection de façades en services par revêtements d'imperméabilité à base de polymères  
 NF DTU 42.1 P1-1 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P84-404-1-1)  
 NF DTU 42.1 P1-2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P84-404-1-2)  
 NF DTU 42.1 P2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment - Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P84-404-2)  
 NF DTU 59.1 (P74-201) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais ou épais  
 NF DTU 59.1 P1-1 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P74-201-1-1)  
 NF DTU 59.1 P1-2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P74-201-1-2)  
 NF DTU 59.1 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P74-201-2)  
 DTU 59.3 (P74-203) : Peinture de sols  
 NF DTU 59.3 P1-1 (mars 2023) : Travaux de bâtiment - Peinture de sols - Partie 1-1 : cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P74-203-1-1)  
 NF DTU 59.3 P1-2 (mars 2023) : Travaux de bâtiment - Peinture de sols - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P74-203-1-2)  
 NF DTU 59.3 P2 (mars 2023) : Travaux de bâtiment - Peinture de sols - Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P74-203-2)  
 DTU 59.4 (P74-204/P74-205) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux  
 DTU 59.4 ( FD P74-205) (mars 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et revêtements muraux - Lexique des termes usuels (Indice de classement : P74-205)  
 DTU 59.4 ( NF P74-204-1) (février 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P74-204-1)  
 DTU 59.4 ( NF P74-204-2) (février 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P74-204-2)  
 NF DTU 59.5 (P22-204) : Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques  
 NF DTU 59.5 P1-1 (janvier 2013) : Travaux de bâtiment - Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P22-204-1-1)  
 NF DTU 59.5 P1-2 (janvier 2013) : Travaux de bâtiment - Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P22-204-1-2)  
 NF DTU 59.5 P2 (janvier 2013) : Travaux de bâtiment - Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (CCS) (Indice de classement : P22-204-2)

**06.1.5.1.2 Dtu et normes dtu sur le plâtre et assimilés**

NF DTU 25.1 (P71-201) : Enduits intérieurs en plâtre  
 NF DTU 25.1 P1-1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-1: Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P71-201-1-1)  
 NF DTU 25.1 P1-2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P71-201-1-2)  
 NF DTU 25.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P71-201-2)  
 DTU 25.231 (P68-202) : Plafonds suspendus en éléments de terre cuite  
 NF DTU 25.231 P1-1 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus en éléments de terre cuite - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P68-202-1-1)  
 NF DTU 25.231 P1-2 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus en éléments de terre cuite - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P68-202-1-2)  
 NF DTU 25.231 P2 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus en éléments de terre cuite - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P68-202-2)  
 NF DTU 25.31 (P72-202) : Ouvrages en carreaux de plâtre  
 NF DTU 25.31 ( NF P72-202-1-1) (avril 2017) : Ouvrages en carreaux de plâtre - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-202-1-1)  
 NF DTU 25.31 ( NF P72-202-1-2) (avril 2017) : Ouvrages en carreaux de plâtre - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P72-202-1-2)  
 NF DTU 25.31 ( NF P72-202-2) (avril 2017) : Ouvrages en carreaux de plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-202-2)  
 NF DTU 25.31 ( NF P72-202-3) (juillet 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre - Exécution des cloisons en carreaux de plâtre - Partie 3 : Mémento  
 NF DTU 25.41 (P72-203) : Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées)  
 NF DTU 25.41 P1-1 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à faces cartonnées - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-203-1-1)  
 NF DTU 25.41 P1-2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à faces cartonnées - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P72-203-1-2)  
 NF DTU 25.41 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à face cartonnées - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-203-2)  
 DTU 25.42 (P72-204) : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant  
 NF DTU 25.42 P1-1 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-204-1-1)  
 NF DTU 25.42 P1-2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P72-204-1-2)  
 NF DTU 25.42 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de

parement en plâtre et isolant - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-204-2)

DTU 25.51 (P73-201) : Mise en œuvre des plafonds en staff

NF DTU 25.51 P1-1 (mai 2011) : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P73-201-1-1)

NF DTU 25.51 P1-2 (mai 2011) : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P73-201-1-2)

NF DTU 25.51 P2 (mai 2011) : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P73-201-2)

#### 06.1.5.1.3 Dtu et normes dtu sur le béton et enduits aux liants hydrauliques

NF DTU 21 (P18-201) : Exécution des ouvrages en béton

NF DTU 21 P1-1 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P18-201-1-1)

NF DTU 21 P1-2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P18-201-1-2)

NF DTU 21 P2 (juin 2017) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales type (Indice de classement : P18-201-2)

DTU 22.1 (P10-210) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire  
DTU 22.1 (DTU P10-210/MEM) (juin 1980) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire - Mémento pour la conception des ouvrages + Erratum (septembre 1980) + Additif 1 (octobre 1984) (Indice de classement : P10-210)

DTU 22.1 (NF P10-210-1) (mai 1993) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire - Partie 1 : Cahier des charges (Indice de classement : P10-210-1)

DTU 22.1 (NF P10-210-2) (mai 1993) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P10-210-2)

DTU 23.1 (P18-210) : Murs en béton banché

DTU 23.1 (NF P18-210) (mai 1993) : Murs en béton banché - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P18-210)

NF DTU 26.1 (P15-201) : Travaux d'enduits de mortiers

NF DTU 26.1 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P15-201-1-1)

NF DTU 26.1 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P15-201-1-2)

NF DTU 26.1 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Travaux d'enduits de mortiers - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P15-201-2)

NF DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-1)

NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-2)

NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Marchés privés - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-2)

#### 06.1.5.1.4 Dtu et normes dtu

A. DTU spécifiques pour les travaux du présent marché

NF DTU 58.1 (P68-203) : Plafonds suspendus

NF DTU 58.1 P1-1 (décembre 2008) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P68-203-1-1)

NF DTU 58.1 P1-2 (décembre 2008) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P68-203-1-2)

NF DTU 58.1 P2 (décembre 2008) : Travaux de bâtiment - Plafonds suspendus - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (CGS) (Indice de classement : P68-203-2)

#### 06.1.5.2 **Normes**

##### 06.1.5.2.1 Classification des normes

NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne

NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale

NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale

NF : norme française

CEI : norme européenne (Commission Electrotechnique Internationale).

Remarque : l'intégralité des textes des normes citées ci-dessous est disponible auprès de l'AFNOR ([www.afnor.fr](http://www.afnor.fr)).

##### 06.1.5.2.2 Normes

NF EN ISO 9038 (T30-068) - août 2013 - Détermination de la combustion entretenue des liquides

NF ISO 787-17 (T31-223) - février 2003 - Méthodes générales d'essai des pigments et matières de charge - Partie 17 : comparaison du pouvoir éclaircissant des pigments blancs

NF T30-063 (T30-063) - juillet 1976 - Peintures - Détermination de la compatibilité entre deux couches de peintures

NF T30-075 (T30-075) - décembre 1981 - Peintures - Détermination du pouvoir masquant

T30-805 (T30-805) - Avril 15

Peintures - Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinture du bâtiment

NF T30-004 (T30-004) - avril 1971 - Peintures - Vocables ou expressions impropres

T30-081 (T30-081) - novembre 1986 - Peintures et vernis - Appréciation du farinage.

NF EN ISO 3668 (T30-095) - mai 2003 - Peintures et vernis - Comparaison visuelle de la couleur des peintures

NF EN ISO 2808 (T30-120) - avril 2007 - Peintures et vernis - Détermination de l'épaisseur du feuil

NF EN ISO 3248 (T30-059) - mai 2001 - Peintures et vernis - Détermination des effets de la chaleur

NF T30-608 (T30-608) - Juil. 10

Peintures et vernis - Enduits de peinture pour travaux intérieurs et/ou extérieurs - Adaptation des enduits de peinture aux nouvelles Normes

européennes

NF EN ISO 4628-6 (T30-071-6) - octobre 2011 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 6 : évaluation du degré de farinage par la méthode du ruban adhésif

NF EN ISO 4628-7 (T30-071-7) - avril 2004 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 7 : évaluation du degré de farinage selon la méthode du morceau de velours

NF EN ISO 4628-8 (T30-071-8) - mars 2013 - Peintures et vernis - Évaluation de la dégradation des revêtements - Désignation de la quantité et de la dimension des défauts, et de l'intensité des changements uniformes d'aspect - Partie 8 : évaluation du degré de décollement et de corrosion autour d'une rayure ou d'un autre défaut artificiel

NF EN 16566 (T30-609) - Juil. 14

Peintures et vernis - Enduits de peintures pour travaux intérieurs et/ou extérieurs - Adaptation des enduits aux normes européennes

NF EN ISO 1513 (T30-066) - juillet 2010 - Peintures et vernis - Examen et préparation des échantillons pour essai

NF T30-124 (T30-124) - décembre 1991 - Peintures et vernis - Mesurage de l'épaisseur du feuil sec - Méthode non destructive à flux magnétique.

NF EN ISO 1514 (T30-101) - Mai 05

Peintures et vernis - Panneaux normalisés pour essais

NF T30-074 (T30-074) - septembre 1990 - Peintures et vernis - Peintures en phase solvant - Détermination des teneurs en liant et en matières pulvérulentes.

T30-807 (T30-807) - juin 1995 - Peintures et vernis - Peintures pour le bâtiment - Fiche descriptive du produit.

NF EN 1062-1 (T34-721-1) - octobre 2004 - Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 1 : classification

NF EN ISO 2810 (T30-056) - Déc. 04

Peintures et vernis - Vieillessement naturel des revêtements - Exposition et évaluation

FD T30-808 (T30-808) - Juil. 16

Peintures et vernis pour le bâtiment - Guide relatif aux produits et systèmes de peintures pour façades - Revêtements minéraux, revêtements organiques.

FD T30-805 (T30-805) - Avril 15

Peintures - Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinture du bâtiment

Systèmes et spécifications des peintures

NF EN 927-1 (T34-201-1) - Avril 13

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur - Partie 1 : classification et sélection

NF T34-202 (T34-202) - février 1996

Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection de la surface du bois - Lasures - Spécifications

NF EN 1062-11 (T34-721-11) - Nov. 02

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 11 : méthodes de conditionnement avant essais

NF EN 1062-3 (T34-721-3) - Mai 08

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 3 : détermination de la perméabilité à l'eau liquide

NF EN 1062-6 (T34-721-6) - Nov. 02

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 6 : détermination de la perméabilité au dioxyde de carbone

NF EN 1062-7 (T34-721-7) - Août 04

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs - Partie 7 : détermination du comportement à la fissuration

NF T34-810 (T34-810) - avril 1990 - Peintures et vernis - Spécifications des peintures de finition pour pièces sèches

NF T34-811 (T34-811) - avril 1990 - Peintures et vernis - Spécifications des peintures de finition pour pièces humides

NF T34-554-2 (T34-554-2) - Mai 98

Peintures et vernis - Systèmes de peinture anticorrosion - Stabilité dans le temps des caractéristiques colorimétriques d'une peinture de finition pour ouvrage métallique - Partie 2 : détermination sur ouvrage en service

NF T34-600 (T34-600) - Déc. 97

Peintures et vernis - Systèmes de peinture anticorrosion pour la protection des ouvrages métalliques - Spécifications de la classe C 5M.

NF T34-722 (T34-722) - Mai 15

Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs - Classification des revêtements de façade

NF T34-550 (T34-550) - Oct. 95

Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection des ouvrages métalliques - Spécifications.

NF T34-551 (T34-551) - octobre 1995 - Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection des ouvrages métalliques - Définition et confection des éprouvettes.

NF T34-553 (T34-553) - octobre 1995 - Peintures et vernis - Systèmes de peinture pour la protection des ouvrages métalliques - Méthodes d'analyse.

NF T34-552 (T34-552) - septembre 1996 - Peintures et vernis - Systèmes de peintures pour la protection des ouvrages en acier - Essai d'immersion au radeau en eau de mer vive. - Préparations des subjectiles acier avant peinture par projection

NF T35-506 (T35-506) - septembre 1994 - Peintures et vernis - Peintures primaires d'atelier à la poussière de zinc - Définition des degrés de préparation secondaire de surface.

NF EN ISO 11124-1 (T35-505-1) - mai 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : introduction générale et classification.

NF EN ISO 11124-2 (T35-505-2) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 2 : grenaille angulaire en fonte trempée.

NF EN ISO 11124-3 (T35-505-3) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : grenaille ronde et angulaire en acier coulé à haut carbone.

NF EN ISO 11124-4 (T35-505-4) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Spécifications pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : grenaille ronde en acier coulé à bas carbone

NF EN ISO 11125-1 (T35-507-1) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés - Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : échantillonnage.

NF EN ISO 11125-2 (T35-507-2) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés

- Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 2 : analyse granulométrique.  
NF EN ISO 11125-3 (T35-507-3) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : détermination de la dureté.  
NF EN ISO 11125-4 (T35-507-4) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : détermination de la masse volumique apparente.  
NF EN ISO 11125-5 (T35-507-5) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 5 : détermination du pourcentage de particules défectueuses et de la microstructure.  
NF EN ISO 11125-6 (T35-507-6) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 6 : détermination des matières étrangères.  
NF EN ISO 11125-7 (T35-507-7) - décembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 7 : détermination de l'humidité.  
NF EN ISO 11126-1 (T35-508-1) - août 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : introduction générale et classification.  
NF EN ISO 11126-10 (T35-508-10) - juin 2005 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 10 : almandite  
NF EN ISO 11126-3 (T35-508-3) - septembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : scories de raffinage du cuivre.  
NF EN ISO 11126-4 (T35-508-4) - décembre 1998 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : cendres fondues.  
NF EN ISO 11126-5 (T35-508-5) - décembre 1998 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 5 : scories de raffinage du nickel.  
NF EN ISO 11126-6 (T35-508-6) - septembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 6 : scories de four de métallurgie.  
NF EN ISO 11126-7 (T35-508-7) - septembre 1999 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 7 : oxyde d'aluminium fondu.  
NF EN ISO 11126-8 (T35-508-8) - septembre 1997 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 8 : sable d'olivine.  
NF EN ISO 11126-9 (T35-508-9) - juin 2005 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Spécifications pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 9 : staurolite  
NF EN ISO 11127-1 (T35-509-1) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 1 : échantillonnage  
NF EN ISO 11127-2 (T35-509-2) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 2 : analyse granulométrique  
NF EN ISO 11127-3 (T35-509-3) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 3 : détermination de la masse volumique apparente  
NF EN ISO 11127-4 (T35-509-4) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 4 : évaluation de la dureté au moyen d'un essai à la lame de verre  
NF EN ISO 11127-5 (T35-509-5) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 5 : détermination de l'humidité  
NF EN ISO 11127-6 (T35-509-6) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 6 : détermination des contaminants solubles dans l'eau par conductimétrie  
NF EN ISO 11127-7 (T35-509-7) - février 2012 - Préparation des subjectiles d'acier avant application de peintures et de produits assimilés  
- Méthodes d'essai pour abrasifs non métalliques destinés à la préparation par projection - Partie 7 : détermination des chlorures solubles dans l'eau  
NF EN 10238 (A35-511) - septembre 2010 - Produits en acier de construction grenailés par projection d'abrasif et prépeints de façon automatique - Revêtements muraux en rouleaux  
NF EN 235 (D63-001) - Fév. 02  
Revêtements muraux - Vocabulaire et symboles  
NF EN 15102+A1 (D63-013) - Nov. 11  
Revêtements muraux décoratifs - Rouleaux et panneaux  
NF EN 12149 (D63-006) - décembre 1997 - Revêtements muraux en rouleaux - Détermination de la migration de métaux lourds et certains autres éléments extractibles, de la teneur en chlorure de vinyle monomère et du dégagement de formaldéhyde  
NF EN 12956 (D63-011) - août 1999 - Revêtements muraux en rouleaux - Détermination des dimensions, de la rectitude, de l'épongeabilité et de la lavabilité + Amendement A1 (Avril 2002)  
NF D63-008 (D63-008) - décembre 1997 - Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Revêtements muraux pour locaux professionnels. Évaluation du comportement à l'eau.  
NF D63-009 (D63-009) - décembre 1997 - Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Revêtements muraux pour locaux professionnels. Évaluation de la cohésion.  
NF EN 259-1 (D63-005-1) - Juin 01  
Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Partie 1 : spécifications  
NF EN 259-2 (D63-005-2) - Juin 01  
Revêtements muraux en rouleaux - Revêtements muraux à usage intense - Partie 2 : détermination de la résistance à l'impact  
NF EN 233 (D63-002) - Janv. 17  
Revêtements muraux en rouleaux - Spécification des papiers peints finis, des revêtements muraux vinyles et des revêtements muraux en plastique  
NF EN 234 (D63-003) - Juin 89  
Revêtements muraux en rouleaux - Spécification pour revêtements muraux pour décoration ultérieure + Amendement A1 (décembre 1996)  
NF EN 266 (D63-004) - Avril 92  
Revêtements muraux en rouleaux - Spécification pour revêtements muraux textiles  
Structures en acier  
NF EN ISO 12944-1 (T34-555-1) - Sept. 98  
Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 1 : introduction générale.  
NF EN ISO 12944-2 (T34-555-2) - Sept. 98

Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 2 : classification des environnements.  
 NF EN ISO 12944-3 (T34-555-3) - Oct. 98  
 Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 3 : conception et dispositions constructives.  
 NF EN ISO 12944-4 (T34-555-4) - Sept. 98  
 Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 4 : types de surface et préparation de surface.  
 NF EN ISO 12944-5 (T34-555-5) - Nov. 07  
 Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 5 : systèmes de peinture  
 NF EN ISO 12944-6 (T34-555-6) - Sept. 98  
 Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 6 : essais de performance en laboratoire.  
 NF EN ISO 12944-7 (T34-555-7) - Oct. 98  
 Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 7 : exécution et surveillance des travaux de peinture.  
 NF EN ISO 12944-8 (T34-555-8) - Oct. 98  
 Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture - Partie 8 : développement de spécifications pour les travaux neufs et l'entretien.  
 NF ISO 20340 (T34-602) - juin 2009 - Peintures et vernis - Exigences de performance relatives aux systèmes de peinture pour la protection des structures offshore et structures associées - Autres Normes  
 NF T36-001 (T36-001) - juin 1988 - Peintures - Dictionnaire technique des peintures et des travaux d'application  
 NF T36-005 (T36-005) - Juil. 10  
 Peintures et vernis - Caractérisation des produits de peintures  
 NF EN ISO 9514 (T30-138) - octobre 2005 - Peintures et vernis - Détermination du délai maximal d'utilisation après mélange des systèmes de revêtement multicomposants - Préparation et conditionnement des échantillons et lignes directrices pour les essais  
 NF EN ISO 4618 (T36-001) - Nov. 14  
 Peintures et vernis - Termes et définitions  
 T30-806 (T30-806) - Sept. 91  
 Peintures et vernis - Travaux de peinture des bâtiments - Schéma de contrat d'entretien périodique.  
 T72-086 (T72-086) - septembre 1991 - Produits de protection du bois - Lasures - Essai de vieillissement climatique naturel.

#### 06.1.5.2.3 Principales normes sur les faux-plafonds

NF EN 13964 (juin 2014) : Plafonds suspendus - Exigences et méthodes d'essai (Indice de classement : P68-204)  
 NF EN 14246 (août 2006) : Éléments en plâtre pour plafonds suspendus - Définitions, spécifications et méthodes d'essai (Indice de classement : P72-530)  
 NF EN 14190 (P72-621) - août 2014 - Définitions, spécifications et méthodes d'essai (Indice de classement : P72-621)

#### 06.1.5.2.4 Risque sismique

NF EN 1998-1 (septembre 2005) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments + Amendement A1 (mai 2013) (Indice de classement : P06-030-1)  
 NF EN 1998-1/NA (décembre 2013) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1998-1 (Indice de classement : P06-030-1/NA)

#### 06.1.5.2.5 Résistance au feu

NF EN 1364-2 (P92-110-2) - janvier 2018 - Partie 2 : plafonds (Indice de classement : P92-110-2)  
 NF EN 13381-1 (octobre 2014) : Méthodes d'essai pour déterminer la contribution à la résistance au feu des éléments de construction - Partie 1 : membranes de protection horizontales (Indice de classement : P92-140-1)

#### 06.1.5.2.6 Acoustique

NF EN ISO 354 (septembre 2004) : Acoustique - Mesurage de l'absorption acoustique en salle réverbérante (Indice de classement : S31-003)  
 NF EN ISO 11654 (juillet 1997) : Acoustique - Absorbants pour l'utilisation dans les bâtiments - Évaluation de l'absorption acoustique (Indice de classement : S31-064)  
 NF EN ISO 10848-2 - décembre 2017 - Mesurage en laboratoire et sur site des transmissions latérales du bruit aérien, des bruits de choc et du bruit d'équipement technique de bâtiment entre des pièces adjacentes - Partie 2 : Application aux éléments de Type B lorsque la jonction a une faible influence (Indice de classement : S31-097-2)

#### 06.1.5.2.7 Installations basse tension

##### 06.1.5.2.7.1 **Norme nf c15-100 – édition 2002**

Note à l'attention du prescripteur  
 La norme NF C15-100 de décembre 2002 sera remplacée ultérieurement par la série de normes qui composent la norme NF C15-100 d'août 2024.  
 La norme NF C15-100 de décembre 2002 reste en vigueur jusqu'au 31 août 2025 et au titre de la réglementation qui la cite.  
 La date à considérer est celle de la date de dépôt de demande de permis de construire ou à défaut la date de déclaration préalable de construction ou à défaut la date de signature du marché, ou encore à défaut la date d'accusé de réception de commande.  
 NF C15-100-00 (C15-100-00) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Introduction + Mise à jour (juin 2005) + Amendement A1 (Août 2008) + Amendement A2 (novembre 2008) + Amendement A3 (février 2010) + Amendement A4 (mai 2013) + Amendement A5 (juin 2015)  
 NF C15-100-01 (C15-100-01) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Titre 1 : Domaine d'application, objet et principes fondamentaux + Amendement A1 (août 2008) + Amendement A5  
 NF C15-100-02 (C15-100-02) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Titre 2 : Définitions + Mise à jour (juin 2005) + Amendement A1 (août 2008)  
 NF C15-100-03 (C15-100-03) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Titre 3 : Détermination des caractéristiques générales des installations  
 NF C15-100-04 (C15-100-04) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Titre 4 : Protection pour assurer la sécurité + Mise à jour (juin 2005) + Amendement A1 (août 2008) + Amendement A4 (mai 2013) + Amendement A5 (juin 2015)  
 NF C15-100-05 (C15-100-05) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Titre 5 : Choix et mise en œuvre des matériels + Mise à jour (juin 2005) + Amendement A1 (août 2008) + Rectificatif (octobre 2010) + Amendement A4 (mai 2013) + Amendement A5 (juin 2015)  
 NF C15-100-06 (C15-100-06) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Titre 6 : Vérifications et entretien des installations

NF C15-100-07 (C15-100-07) - Déc. 02 - Installations électriques à basse tension - Titre 7 : Règles pour les installations et emplacements spéciaux + Mise à jour (juin 2005) + Amendement A1 (août 2008) + Amendement A2 (novembre 2008) + Amendement A3 (février 2010) + AC2 (novembre 2012) + Amendement A4 (mai 2013) + Amendement A5 (juin 2015)  
NF C15-100-10 (C15-100-10) - Juin 15 - Installations électriques à basse tension - Titre 10 : Installations électriques à basse tension dans les bâtiments d'habitation  
NF C15-100-11 (C15-100-11) - Juin 15 - Installations électriques à basse tension - Titre 11 : Installations des réseaux de communication dans les bâtiments d'habitation  
NF C15-100 F11 (C15-100F11) - Mars 09 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F11 de la norme NF C15-100 de décembre 2002  
NF C15-100 F15 (C15-100F15) - Juil. 10 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F15 de la norme NF C15-100 de décembre 2002  
NF C15-100 F17 (C15-100F17) - Nov. 10 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F17 de la norme NF C15-100 de décembre 2002  
NF C15-100 F21 (C15-100F21) - Déc. 11 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F21 de la norme NF C15-100 de décembre 2002  
NF C15-100 F22 (C15-100F22) - Déc. 11 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F22 de la norme NF C15-100 de décembre 2002  
NF C15-100 F23 (C15-100F23) - Janv. 12 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F23 de la norme NF C15-100 de décembre 2002  
NF C15-100 F26 (C15-100F26) - Août 13 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F26 de la norme NF C15-100 de décembre 2002  
NF C15-100 F27 (C15-100F27) - Déc. 13 - Fiche d'interprétation n° 15-100 F27 de la norme NF C15-100 de décembre 2002

#### 06.1.5.2.7.2 Norme nf c15-100 – édition 2024

Note à l'attention du prescripteur

La série de normes qui compose la norme NF C15-100 est applicable dès sa publication et remplace partiellement la norme homologuée NF C15-100, de décembre 2002, la mise à jour de juin 2005, ses amendements A1 d'août 2008, A2 de novembre 2008, A3 de février 2010, A4 de mai 2013 et A5 de juin 2015 et les fiches d'interprétation F11 de mars 2009, F15 de juillet 2010, F17 de novembre 2010, F21 de décembre 2011, F22 de décembre 2011, F23 de janvier 2012, F26 d'août 2013 et F27 de décembre 2013, qui restent en vigueur jusqu'au 31 août 2025 et au titre de la réglementation qui les cite.

Un an de délai d'application est donc mis en place.

La date à considérer est celle de la date de dépôt de demande de permis de construire ou à défaut la date de déclaration préalable de construction ou à défaut la date de signature du marché, ou encore à défaut la date d'accusé de réception de commande.

NF C15-100-1 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 1 : exigences générales (Indice de classement : C15-100-1)

NF C15-100-7-701 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-701 : règles pour les locaux contenant une baignoire ou une douche (salles d'eau) (Indice de classement : C15-100-7-701)

NF C15-100-7-702 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-702 : règles particulières pour les piscines et autres bassins (Indice de classement : C15-100-7-702)

NF C15-100-7-703 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-703 : règles particulières pour les locaux contenant des radiateurs pour saunas (Indice de classement : C15-100-7-703)

NF C15-100-7-704 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-704 : règles particulières pour les installations de chantier (Indice de classement : C15-100-7-704)

NF C15-100-7-705 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-705 : règles particulières pour les établissements agricoles (Indice de classement : C15-100-7-705)

NF C15-100-7-706 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-706 : règles particulières pour les enceintes conductrices exigües (Indice de classement : C15-100-7-706)

NF C15-100-7-708 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-708 : règles particulières pour les installations électriques des parcs de caravane (Indice de classement : C15-100-7-708)

NF C15-100-7-709 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-709 : règles particulières pour les ports, ports de plaisance et emplacements analogues (Indice de classement : C15-100-7-709)

NF C15-100-7-711 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-711 : règles particulières pour les installations temporaires de structures, baraques, stands dans les champs de foire, des marchés, des fêtes foraines, parcs d'attractions, des cirques et des lieux d'exposition ou de spectacle (Indice de classement : C15-100-7-711)

NF C15-100-7-715 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-715 : règles particulières pour les installations d'éclairage à basse tension (Indice de classement : C15-100-7-715)

NF C15-100-7-717 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-717 : règles particulières pour les unités mobiles ou transportables (Indice de classement : C15-100-7-717)

NF C15-100-7-722 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-722 : Règles particulières pour l'alimentation des véhicules électriques (Indice de classement : C15-100-7-722)

NF C15-100-7-729 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-729 : règles particulières pour les locaux ou emplacements de service électrique (Indice de classement : C15-100-7-729)

NF C15-100-7-752 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-752 : règles particulières pour les aires de distribution de carburants liquides (Indice de classement : C15-100-7-752)

NF C15-100-7-753 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-753 : règles particulières pour les câbles chauffants et systèmes de chauffage (Indice de classement : C15-100-7-753)

NF C15-100-7-756 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-756 : règles particulières pour les parcs de stationnement (Indice de classement : C15-100-7-756)

NF C15-100-7-773 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 7-773 : règles particulières pour la protection d'installations non surveillées (Indice de classement : C15-100-7-773)

NF C15-100-8-1 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 8-1 : efficacité énergétique (Indice de classement : C15-100-8-1)

NF C15-100-10 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 10 : installations électriques à basse tension dans les bâtiments d'habitation (Indice de classement : C15-100-10)

NF C15-100-11 (août 2024) : Installations électriques à basse tension - Partie 11 : règles particulières pour les installations des réseaux de communication dans les bâtiments d'habitation (Indice de classement : C15-100-11)

#### 06.1.5.3 Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « [www.qualiteconstruction.com/c2p](http://www.qualiteconstruction.com/c2p) » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir pris connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature du marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produit ou procédé devra vérifier, auprès de son Assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions



spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette « mise en observation » ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couvert par ses assureurs.

#### 06.1.5.4 Documents du programme rage, pacte et profeel

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur titulaire du présent marché devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs Recommandations professionnelles RAGE/PACTE/PROFEEL ou d'un ou plusieurs Guide RAGE/PACTE/PROFEEL dont la liste est disponible sur le site <https://www.prerenofr.fr>.

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent Lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

#### 06.1.5.5 Réglementations concernant les matériaux et produits

A. Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une « Marque NF », d'un « Label » ou d'une « Certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

#### 06.1.5.6 Réglementation sécurité incendie

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, notamment la réaction au feu des revêtements de la famille des peintures qui doit respecter les prescriptions des règlements applicables aux différents types de construction.

#### 06.1.5.7 Réglementation accessibilité

Afin de garantir la conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur devra respecter la réglementation en vigueur :

établissements recevant du public et installations ouvertes au public :

réhabilitation de l'existant : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées un établissement recevant du public existant ou créé dans un cadre bâti existant ou une installation ouverte au public existante permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. ».

L'obligation d'accessibilité totale de l'établissement porte sur les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant de catégorie 1 à 4. Concernant les établissements recevant du public de 5ème catégorie, une partie du bâtiment (ou de l'installation) est obligatoirement accessible à l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. L'obligation d'accessibilité porte également sur les installations ouvertes au public existantes.

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter au minimum les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

dispositions relatives aux cheminements extérieurs,

dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation,

dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales,

dispositions relatives aux circulations intérieures verticales,

dispositions relatives aux portes, portiques et sas,

dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande,

dispositions relatives à l'information et à la signalisation,

dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux,

nouvelle construction : les établissements recevant du public lors de leur construction et les installations ouvertes au public lors de leur aménagement doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements (article R162-9 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

dispositions relatives aux cheminements extérieurs,

dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation,

dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales,

dispositions relatives aux circulations intérieures verticales,

dispositions relatives aux portes, portiques et sas,

dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande,

dispositions relatives à l'information et à la signalisation,

dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux,

bâtiments à habitation collectifs et maisons individuelles :

réhabilitation : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. »

L'obligation d'accessibilité d'un bâtiment à habitation collectifs porte sur les équipements jouant un rôle en matière d'accessibilité disposés dans les circulations communes et dans les locaux collectifs qui sont susceptibles d'être utilisés par les habitants ou les visiteurs.

L'obligation porte également sur un bâtiment ou une partie d'un bâtiment à habitation collectifs lorsque sont entrepris des travaux de modification ou d'extension ou des travaux de création de logements dans un bâtiment existant par changement de destination ou lorsque le rapport du coût des travaux à la valeur du bâtiment est supérieur ou égal à 80 %.

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par

l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

dispositions relatives aux cheminements extérieurs,  
dispositions relatives aux bâtiments,  
dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes,  
dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes,  
dispositions relatives aux portes, portiques et sas des parties communes,  
dispositions relatives aux équipements et aux dispositifs de commande et de service des parties communes,  
dispositions relatives à l'information et à la signalisation,  
dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux,  
construction nouvelle :

Les bâtiments à habitation collectifs et leurs abords (articles R162-1 à R162-4 du Code de la Construction et de l'Habitation) ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire déposé à compter du 1er octobre 2019, ainsi que les maisons individuelles nouvellement construites destinées à être louées, mises à dispositions ou être vendues (articles R162-5 à R162-7 du Code de la Construction et de l'Habitation) doivent être construits et aménagés, pour 20 % d'entre eux, de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. Le reste des logements est évolutif, dont la réversibilité des aménagements des pièces composant l'unité de vie pour devenir un logement accessible au sens réglementaire ou adapté aux besoins de l'occupant est possible par le biais de travaux simples. Sont considérés comme simples, les travaux sans incidence sur les éléments de structure, qui ne nécessitent pas d'intervention sur les chutes d'eau, sur les alimentations en fluide et sur les réseaux aérauliques situés à l'intérieur des gaines techniques appartenant aux parties communes du bâtiment, qui ne modifient pas les canalisations d'alimentation en eau, d'évacuation d'eau et d'alimentation de gaz nécessitant une intervention sur les éléments de structure, qui ne portent pas sur les entrées d'air ou qui ne conduisent pas au déplacement du tableau électrique du logement.

Pour le présent lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

dispositions relatives aux cheminements extérieurs,  
dispositions relatives aux bâtiments,  
dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes,  
dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes,  
dispositions relatives aux portes, portiques et sas des parties communes,  
dispositions relatives aux équipements et aux dispositifs de commande et de service des parties communes,  
dispositions relatives à l'information et à la signalisation,  
dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux.

#### 06.1.5.8 **Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier**

Pour la réglementation concernant :

la sécurité et la protection de la santé sur le chantier

la sécurité des ouvriers contre les chutes

la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

l'entrepreneur se reportera aux clauses communes ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.

#### 06.1.5.9 **Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier**

##### A. Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

##### A.1 Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

Articles L541-11 et L541-15-2, R541-13 à R541-27 du Code de l'environnement

circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics

circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux

arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement

recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment.

##### A.2 Déchets de démolition

Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation

arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

##### A.3 Déchets dangereux

Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux.

##### A.4 Déchets d'amiante

Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

##### A.5 Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques

Articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement.

##### B. Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation

l'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :

le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements,

le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit,

les comportements anormalement bruyants.

les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux.

le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage  
l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage.

Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.

Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

B.1 Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement

directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores »

arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments

arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

## 06.2 **DESCRIPTION DES TRAVAUX**

### 06.2.1 **INSTALLATION - PREPARATION**

#### 06.2.1.1 **Phasage - Occupation du site**

L'entreprise interviendra en milieu occupé

L'exploitation des lieux sera maintenue durant toute la durée des travaux, l'entreprise devra donc prendre toutes les dispositions permettant d'assurer la sécurité des occupants pendant les travaux

Un phasage a été préparé par la maîtrise d'oeuvre et est joint au dossier DCE

Ce phasage sera affiné en période de préparation de chantier avec les différents intervenants et utilisateurs

L'entreprise devra mettre en place les différents cloisons et équipements de confinement complémentaires selon les besoins rencontrés

Afin de limiter la gêne des occupants et des utilisateurs, l'entreprise devra utiliser du matériel insonorisé (compresseur, etc...)

L'accès aux services en activité devra être maintenu en service de façon permanente, l'entreprise devra donc adapter son mode opératoire afin de permettre cet accès permanent

#### 06.2.1.2 **Cantonnement de chantier propre à l'entreprise**

Conformément au PGC, chaque entreprise devra procéder à l'installation, au raccordement, à l'entretien et à la location du cantonnement complémentaire nécessaire à la réalisation de ces travaux

Par principe, la base vie intégrera les différents locaux vestiaires, sanitaires, réfectoires, salle de réunion nécessaires au chantier

Les entreprises pourront de façon individuelle installer les locaux de stockage et les bureaux d'encadrement nécessaires

Ces installations complémentaires devront être définies avec l'ensemble des intervenants et le coordonateur SPS afin de définir leur nombre, leur emprise et leur implantation

Ces installations individuelles devront être installées, raccordées et démontées au frais exclusifs de l'entreprise

En fin de chantier, l'entreprise devra le repli des bungalows et la remise en état du terrain

**Localisation :** *Cantonnement de chantier propre à l'entreprise en complément de la base vie*

#### 06.2.1.3 **Echantillons**

Les entreprises devront proposer les différents échantillons demandés par le maître d'ouvrages afin de valider les choix des matériaux

Les échantillons correspondront aux produits demandés dans le présent cahier des charges

Les entreprises pourront également proposer en complément des produits de qualité identiques ayant une esthétique différente pour élargir le choix des produits

Les échantillons présentés par les entreprises devront être des produits conformes au cahier des charges et ne provoquant pas de plus-value

En cas de matériaux plus chers proposés par les entreprises, aucune plus-value ne sera acceptée

Pour les matériaux entraînant des plus-values, les entreprises devront en informer la maîtrise d'ouvrages et la maîtrise d'oeuvre à la remise des échantillons et marquer ces échantillons

L'ensemble des échantillons seront remis lors d'une réunion préparatoire dédiée au choix de ces produits

#### 06.2.1.4 **PRORATA**

L'entreprise titulaire du lot gros oeuvre se chargera de la gestion du compte PRORATA

Elle fera son affaire de demander ou non une avance pour frais de compte PRORATA

Le compte PRORATA prendra en charge les frais d'entretien du cantonnement commun (salle de réunion, sanitaire de chantier, vestiaires et réfectoires)

Le compte PRORATA servira également à régler les travaux reconnus d'utilité à l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier

L'entreprise gérante du compte PRORATA établira mensuellement des situations de compte PRORATA pour chaque entreprise et transmettra à l'ensemble des intervenants un décompte des dépenses réalisées par ce compte y compris le maître d'oeuvre afin de valider ces dépenses

Les frais d'installation, de replis, de raccordement et de location du cantonnement de chantier commun seront pris en charge intégralement par le lot gros oeuvre (sanitaire de chantier, salle de réunion/bureau, vestiaires, réfectoires)

**Localisation :** *Frais liés au PRORATA à prévoir dans l'offre de l'entreprise*

*La provision devra être suffisante pour permettre la prise en charge des frais selon la convention qui sera signée entre les différentes entreprises en début de chantier*

06.2.1.5 **NETTOYAGE - BENNES**

Chaque entreprise devra maintenir le chantier propre  
Chaque entreprise devra le chargement et l'évacuation de ses gravois de façon régulière afin de maintenir le chantier propre en permanence  
Le chantier devra être nettoyé de manière plus approfondie au minimum 1 fois par semaine et l'ensemble des déchets évacués immédiatement

En cas de non respect de la propreté du chantier, la maître d'ouvrages, le maître d'oeuvre et le coordonateur SPS pourront ordonner un nettoyage complet du site et de ses abords par une entreprise tierce. Ces frais de nettoyage seront alors supporter par l'ensemble des entreprises

En complément de cette gestion responsable des déchets générés, une série de bennes pour tris sélectif sera mis en place sur le site

Ces bennes seront assorties d'un contrat d'enlèvement en décharge et de renouvellement par un prestataire habilité

Le remplacement de ces bennes sera géré par l'entreprise de gros oeuvre

Après le départ de l'entreprise de gros oeuvre, il sera géré par l'entreprise de menuiseries intérieures et enfin par l'entreprise de peinture et revêtements de sol en phase finale

Les frais de mise en décharge et abonnement liés à ces bennes seront imputés au compte PRORATA

06.2.2 **TRAVAUX SUR LE BATIMENT DUMOTTIEZ**

Pas de prestation à ce lot dans le bâtiment

06.2.3 **TRAVAUX SUR LE BATIMENT RIMBAUD**

06.2.3.1 **FAUX PLAFONDS**

06.2.3.1.1 **Remaniement de faux plafonds avec dalles neuves et reprises sur ossatures**

Remaniement des faux plafonds dans les zones restructurées

Dépose des dalles endommagées

Dépose des entretoises et éléments de structures de faux plafonds endommagés

Fourniture et pose des éléments de structures en remplacement à l'identiques de celles en place

Fourniture et pose de dalles de plafonds neuves en remplacement des dalles endommagées ou manquantes

Sujétions de raccordement avec les parties conservées

**Localisation :** Remaniement des faux plafonds dans les différents locaux suite aux travaux des lots techniques

Surface prévisionnelle de 150 m2 réparties par petites surfaces dans les locaux

Surface à parfaire à l'avancement des travaux en accord avec le maître d'ouvrages

06.2.3.2 **PEINTURES - REVETEMENTS MURAUX**

06.2.3.2.1 **Préparation des supports**

Les prix de ces préparations sont inclus dans les prix des prestations de peinture ou de papier

Sur les murs existants: Dépose des revêtements existants

Reprise des trous ou défauts d'aspect à l'enduit à l'eau

Egrenage des murs

Sur les murs ou cloison placo : reprise des enduits de bandes et égrenage

Application d'une peinture d'impression

Sur les supports béton cellulaire : Enduisage à l'enduit gras

Ponçage soigné et égrenage

Sur les supports béton ou enduits : Débullage

Dégraissage

Enduit pelliculaire suivant besoins

Ponçage soigné et égrenage

**Localisation :** Préparation de l'ensemble des supports

06.2.3.2.2 **Joint de finition**

Réalisation des joints de finition acrylique pour parfaire les finitions avant peintures

En périphérie de toutes les baies extérieures et sur les 4 faces, l'entreprise réalisera une joint acrylique de finition et d'étanchéité à l'air

En périphérie des différents bâtis de placards et blocs porte intérieurs

En cueillie des plinthes

Sous la plinthe entre le sol et la plinthe

Entre les cornières périphérique des faux plafonds et les murs

**Localisation :** Joints de finition avant mise en peinture des différents ouvrages (plafonds, plinthes, baies, placards, huisseries, habillages d'encadrement de porte etc ...) pour tous les locaux ou pans de murs mis en peinture

06.2.3.2.3 **Peinture sur boiseries**

Après ponçage, rebouchage et impression des boiseries neuves :

Lessivage, ponçage et rebouchage

Application de 2 couches de microporeuse pour boiseries teinte au choix du maître d'ouvrage

Finition lisse satinée

**Localisation :** Les ouvrages de menuiseries présents sur les de murs recevant une peinture (blocs portes, plinthes, habillages divers)

06.2.3.2.4 **Peinture en mur finition satinée**

Murs à parements plaques de plâtre

Après préparation des supports (ponçage et ratissage des bandes ou supports poreux), application de 2 couches de peinture  
Peinture satinée pour la décoration des murs et des boiseries, à base de copolymères acryliques en dispersion aqueuse.

Classification AFNOR :

- NF T 36-005 - Famille I - Classe 7 b 2.

Catégorie / Valeur COV :

- Valeur limite UE pour ce produit (cat. A/a) : 30 g/l (2010).
- Ce produit contient maximum 30 g/l COV.
- Les valeurs COV indiquées tiennent compte de nos colorants.

Emissions dans l'air intérieur :

- Classe A.

Teinte à définir avec le maître d'ouvrages

**Localisation :**

*Forfait de 500 m2 à répartir par panneau complet dans les différents locaux du bâtiment suite aux différents travaux intérieurs*

*Panneaux à définir avec le maître d'ouvrages dans la limite de ce forfait prévisionnel*

#### 06.2.3.2.5 Nettoyage de livraison

L'entreprise réalisera un nettoyage soigné de l'ensemble des locaux

Les produits employés seront adaptés à la nature des matériaux

Ces travaux comprennent le nettoyage des sols, des murs, des baies extérieures compris vitrages, des mobiliers intérieurs, des menuiseries intérieures compris vitrages, des équipements intérieurs de toute nature, des sanitaires et de leurs accessoires

Après nettoyage, le maître d'ouvrage devra être en mesure d'aménager dans les locaux et de les mettre en exploitation sans autre intervention

L'entrepreneur procédera au nettoyage extérieur des abords immédiats des bâtiments et procédera à l'évacuation des gravois propre à son intervention

Ce nettoyage devra permettre l'emménagement immédiat dans les locaux

**Localisation :** *Nettoyage des locaux impactés par les travaux pour fin de chantier et rendus des locaux à l'établissement*

*Les nettoyages pourront être réalisés par zone selon le planning général du chantier*

#### 06.2.4 TRAVAUX SUR LE BATIMENT ADMINISTRATIF

Pas de prestation à ce lot dans le bâtiment

#### 06.2.5 TRAVAUX SUR LE BATIMENT VERLAINE

##### 06.2.5.1 FAUX PLAFONDS

##### 06.2.5.1.1 Remaniement de faux plafonds avec dalles neuves et reprises sur ossatures

Remaniement des faux plafonds dans les zones restructurées

Dépose des dalles endommagées

Dépose des entretoises et éléments de structures de faux plafonds endommagés

Fourniture et pose des éléments de structures en remplacement à l'identiques de celles en place

Fourniture et pose de dalles de plafonds neuves en remplacement des dalles endommagées ou manquantes

Sujétions de raccordement avec les parties conservées

**Localisation :** *Remaniement des faux plafonds dans les différents locaux suite aux travaux des lots techniques*

*Surface prévisionnelle de 150 m2 réparties par petites surfaces dans les locaux*

*Surface à parfaire à l'avancement des travaux en accord avec le maître d'ouvrages*

##### 06.2.5.2 PEINTURES - REVETEMENTS MURAUX

##### 06.2.5.2.1 Préparation des supports

Les prix de ces préparations sont inclus dans les prix des prestations de peinture ou de papier

Sur les murs existants: Dépose des revêtements existants

Reprise des trous ou défauts d'aspect à l'enduit à l'eau

Egrenage des murs

Sur les murs ou cloison placo : reprise des enduits de bandes et égrenage

Application d'une peinture d'impression

Sur les supports béton cellulaire : Enduisage à l'enduit gras

Ponçage soigné et égrenage

Sur les supports béton ou enduits : Débullage

Dégraissage

Enduit pelliculaire suivant besoins

Ponçage soigné et égrenage

**Localisation :** *Préparation de l'ensemble des supports*

##### 06.2.5.2.2 Joint de finition

Réalisation des joints de finition acrylique pour parfaire les finitions avant peintures

En périphérie de toutes les baies extérieures et sur les 4 faces, l'entreprise réalisera une joint acrylique de finition et d'étanchéité à l'air

En périphérie des différents bâtis de placards et blocs porte intérieurs

En cueillie des plinthes

Sous la plinthe entre le sol et la plinthe

Entre les cornières périphérique des faux plafonds et les murs

**Localisation :** *Joints de finition avant mise en peinture des différents ouvrages (plafonds, plinthes, baies, placards, huisseries, habillages d'encadrement de porte etc ...) pour tous les locaux ou pans de murs mis en peinture*

06.2.5.2.3 **Peinture sur boiseries**

Après ponçage, rebouchage et impression des boiseries neuves :  
Lessivage, ponçage et rebouchage  
Application de 2 couches de microporeuse pour boiseries teinte au choix du maître d'ouvrage  
Finition lisse satinée

**Localisation :** *Les ouvrages de menuiseries présents sur les de murs recevant une peinture (blocs portes, plinthes, habillages divers)*

06.2.5.2.4 **Peinture en mur finition satinée**

Murs à parements plaques de plâtre  
Après préparation des supports (ponçage et ratissage des bandes ou supports poreux), application de 2 couches de peinture  
Peinture satinée pour la décoration des murs et des boiseries, à base de copolymères acryliques en dispersion aqueuse.

Classification AFNOR :

- NF T 36-005 - Famille I - Classe 7 b 2.

Catégorie / Valeur COV :

- Valeur limite UE pour ce produit (cat. A/a) : 30 g/l (2010).
- Ce produit contient maximum 30 g/l COV.
- Les valeurs COV indiquées tiennent compte de nos colorants.

Emissions dans l'air intérieur :

- Classe A.

Teinte à définir avec le maître d'ouvrages

**Localisation :**

*Forfait de 500 m2 à répartir par panneau complet dans les différents locaux du bâtiment suite aux différents travaux intérieurs*

*Panneaux à définir avec le maître d'ouvrages dans la limite de ce forfait prévisionnel*

06.2.5.2.5 **Nettoyage de livraison**

L'entreprise réalisera un nettoyage soigné de l'ensemble des locaux  
Les produits employés seront adaptés à la nature des matériaux  
Ces travaux comprennent le nettoyage des sols, des murs, des baies extérieures compris vitrages, des mobiliers intérieurs, des menuiseries intérieures compris vitrages, des équipements intérieurs de toute nature, des sanitaires et de leurs accessoires

Après nettoyage, le maître d'ouvrage devra être en mesure d'aménager dans les locaux et de les mettre en exploitation sans autre intervention

L'entrepreneur procédera au nettoyage extérieur des abords immédiats des bâtiments et procédera à l'évacuation des gravois propre à son intervention

Ce nettoyage devra permettre l'emménagement immédiat dans les locaux

**Localisation :** *Nettoyage des locaux impactés par les travaux pour fin de chantier et rendus des locaux à l'établissement*

*Les nettoyages pourront être réalisé par zone selon le planning général du chantier*